

Initiatives ministérielles

L'APECA ne peut financer ces travaux, faute d'argent. Il faut s'adresser au Cabinet, qui n'est pas tenu de respecter une entente fédérale-provinciale.

Qu'est-il arrivé dans l'Île-du-Prince-Édouard? On a fait disparaître VIA Rail. On a même enlevé les voies ferrées. Quelle compensation a-t-on versé à la population? Pas un cent.

Les chemins de fer sont aussi disparus à Terre-Neuve. On a versé une compensation, mais elle était loin d'être suffisante, compte tenu du caractère pittoresque de cette province. Cette province est presque aussi belle—presque, car elle vient au deuxième rang—que le Cap-Breton et je sais qu'on sera d'accord avec moi. La province est pittoresque, mais elle a aussi un besoin fondamental d'infrastructure, pour que son réseau routier soit approprié au transport des produits jusqu'aux marchés et au déplacement de ses habitants d'une collectivité à une autre. Quand je lis que l'APECA ne fera rapport qu'une fois tous les cinq ans, je me pose des questions et je vois très clairement que le taux de réussite de l'APECA n'est pas celui auquel les ministres ont fait allusion dans le passé. Cette réussite n'est pas aussi grande parce que la volonté politique fait défaut dans les banquettes ministérielles.

• (1050)

Une voix: Les banquettes ministérielles sont vides.

M. Dingwall: Précisément. Mon collègue de Toronto souligne que les banquettes ministérielles sont vides. Ce n'est pas moi qui le dis, monsieur le Président, mais je suis d'accord avec lui. Il conviendra avec moi que les ministres sont ici ou ailleurs, mais ils ne sont pas tous présents.

L'APECA pourrait aider ceux d'entre nous qui venons de la région atlantique. Elle pourrait fournir une aide aux petites entreprises et collaborer avec d'autres organismes, mais il y a un manque de volonté politique. On ne peut pas réaliser des choses si l'on n'a pas la volonté politique de le faire. Le ministre responsable de l'APECA a lutté avec acharnement pendant de nombreuses semaines pour obtenir un programme d'aide à l'intention des pêcheurs de Terre-Neuve. Les pêcheurs ont dit que c'était trop peu, trop tard. Les agriculteurs de l'Ouest ont dit la même chose dans leur cas.

Je connais le secrétaire d'État, l'homme raisonnable qui siège du mauvais côté de la Chambre, mais nous acceptons cela pour l'instant et ferons des changements très tôt en 1992, pour alléger ses souffrances. Le fait est

que le ministre qui occupe également le poste de ministre des Pêches et des Océans s'est fait dire très clairement par les représentants du syndicat que c'était trop peu, trop tard.

On répète constamment ce refrain dans le secteur de la pêche et dans l'industrie sidérurgique. Parlons de cette dernière un instant. Il y a dans le secteur industriel du Cap-Breton 600 travailleurs dont les prestations d'assurance-chômage cesseront sous peu. Ils devront donc recourir à l'aide sociale pour se donner un peu de dignité ou un semblant de respect, à eux-mêmes et à leurs familles.

Le gouvernement du Canada et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration n'ont été d'aucune aide à cet égard, mais par souci de justice envers le gouvernement fédéral—je tiens à être juste, comme toujours—, j'estime que ce sont les gouvernements provincial et fédéral qui n'ont pas pris l'initiative de présenter un programme pouvant apporter un peu d'aide aux métallurgistes de Sydney Steel qui ont été déplacés. Ce sont eux qui n'ont pas été à la hauteur et, comme le député de Cap-Breton—The Sydneys l'a répété à maintes reprises, le gouvernement néo-écossais agit de concert avec le gouvernement fédéral, privant les Canadiens de sa circonscription et de tout le secteur industriel du Cap-Breton d'une possibilité de subvenir aux besoins financiers de leurs familles.

Mais le plus ridicule dans tout cela, c'est que le gouvernement fédéral va payer de toute façon. Pourquoi? Parce qu'il partage à parts entières les coûts de l'aide sociale. Nous allons verser des fonds de toute façon, alors pourquoi ne pas faire preuve d'un peu de créativité et d'innovation et présenter un programme de travail? Le secteur industriel du Cap-Breton, aussi pittoresque soit-il, a besoin de beaucoup de programmes.

Une voix: Oh, oh!

M. Dingwall: Je n'ai pas entendu les propos du député, mais je tiens à lui dire que, s'il a des suggestions à faire en ce sens, je l'invite à venir à une assemblée du syndicat des métallurgistes. Je l'invite à ouvrir la voie au premier ministre, ou député d'Etobicoke-Centre et aux autres. Je le présenterai, et il pourra annoncer à tous les travailleurs de l'acier, à tous les habitants de la zone industrielle du Cap-Breton le programme merveilleux et l'idée qu'il a pour fournir des perspectives économiques aux travailleurs qui ont été déplacés. Je lui donne cette chance. Je veux remercier le député pour cela; nous lui ferons parvenir en temps utile une lettre l'invitant à venir faire cette annonce à Cap-Breton.